

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

9 septembre 2013

## ACCÈS AU LOGEMENT ET URBANISME RÉNOVÉ - (N° 1329)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

**AMENDEMENT**

N° 1343 (Rect)

présenté par

M. Rogemont et M. Jean-Louis Dumont

-----

**ARTICLE 49**

Après l'alinéa 55, insérer les deux alinéas suivants :

« h) Après le vingt-septième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Elles peuvent également acquérir dans le cadre de l'article L. 261-1, à due concurrence de leurs apports, des logements visés à l'article L. 411-2 auprès d'une société civile immobilière dans laquelle elles détiennent des parts et dont l'unique objet est la construction d'immeubles d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation en vue de leur vente, à la condition que cette société civile immobilière réalise au moins 25 % des logements visés à l'article L. 411-2 et soit constituée pour une durée n'excédant pas cinq ans. » ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'amendement proposé vise à permettre, à titre expérimental, aux organismes HLM de participer à des SCI constituées pour une durée n'excédant pas 5 ans entre organismes HLM et organismes privés pour réaliser des logements privés et des logements sociaux locatifs et en accession à la propriété.

Ces SCI constituent des outils de mixité urbaine et non des outils de dérivation de flux financiers des organismes HLM vers des privés et sont soumises à la garantie de la SGA lorsqu'elles font de l'accession à la propriété.

Ces SCI qui ont pour unique objet la construction-vente des logements sociaux et privés cèderont les logements sociaux aux organismes HLM, membres pour faire de la mixité urbaine et sociale, conformément aux dispositions de l'article L411-1 du CCH et des textes relatifs à leurs compétences.

Pour préserver le caractère d'intérêt général des organismes d'HLM, la constitution de cette SCI est conditionnée par deux éléments cumulatifs : il doit y avoir une équivalence entre les fonds investis dans la SCI par les OHLM et le nombre de logements sociaux réalisés ; cette SCI devra réaliser en vue de leur vente au moins 25 % de logements sociaux tels que visés à l'article L. 411-2 du CCH.